

## Développements macroéconomiques récents

Après la crise de la COVID-19, l'économie libérienne s'est redressée en 2021, avec, selon les estimations, un PIB qui s'est accru de 3,1 % après une baisse de 3,0 % en 2020, en grande partie grâce à la croissance de l'exploitation minière du côté de l'offre, et du côté de la demande grâce aux dépenses publiques, à la faveur de la réouverture de l'économie. L'inflation a diminué, passant de 17 % en 2020 à 8,0 % en 2021, grâce à une baisse constante des prix des denrées alimentaires. Toujours selon les estimations, le déficit budgétaire s'est réduit à 3,3 % du PIB en 2021, contre 3,6 % en 2020, grâce à l'augmentation du recouvrement des recettes. En octobre 2021, la dette publique avait augmenté à 54,7 % du PIB, contre 47,9 % en 2020, reflétant une augmentation des emprunts. Le déficit du compte courant s'est creusé pour atteindre 17,4 % du PIB en 2021, contre 16,1 % en 2020, en raison de l'aggravation du déficit commercial avec l'augmentation des importations.

Les réserves internationales s'élevaient en décembre 2021 à 716 millions USD (4,4 mois de couverture des importations), principalement en raison de l'allocation de 247,7 millions de DTS (48 % des réserves brutes) utilisée pour les renforcer et contribuer au financement du programme de vaccination et des investissements publics. L'appréciation du taux de change a atteint 9,8 % en glissement annuel, passant de 162,34 LRD/\$ en décembre 2020 à 146,27 LRD/\$ en décembre 2021. Le secteur financier est resté solide avec un taux d'adéquation des fonds propres de 32,9 % en juin 2021 contre 35,1 % en juin 2020, bien que le ratio des prêts non productifs soit resté élevé à 22,5 %. Le taux d'extrême pauvreté est également demeuré élevé, à 43,0 % en 2021, marquant une baisse de seulement 1,0 % par rapport à 2020. Quant au taux de chômage, il était estimé à 3,3 % en 2020.

## Perspectives et risques

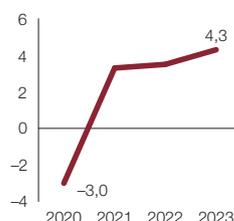
Les perspectives économiques sont positives avec des risques de baisse en raison de la crise entre l'Ukraine et la Russie. La croissance qui devrait atteindre 3,5 % en 2022 et 4,3 % en 2023, en raison de l'expansion des secteurs miniers, des services, de l'industrie manufacturière et de l'agriculture. L'inflation devrait grimper à 9,8 % en 2022 et à 8,1 % en 2023, en raison de l'inflation des produits alimentaires et de l'énergie. Le déficit

budgétaire devrait se creuser pour atteindre 5,5 % en 2022 et 3,5 % en 2023, en raison de la baisse des dons et de l'augmentation des subventions. Le déficit du compte courant devrait se creuser pour atteindre 20,8 % et 17,5 % du PIB en 2022 et 2023, en raison de l'augmentation de la facture des importations, des carburants et des denrées alimentaires qui représentent environ 50 % du total des importations. Les risques à la baisse comprennent la prolongation de la pandémie et un lent déploiement des vaccins, la prolongation de la crise Russie-Ukraine, la détérioration des termes de l'échange en ce qui concerne les principales exportations, notamment l'or et le caoutchouc, et l'inapplication de politiques macroéconomiques prudentes.

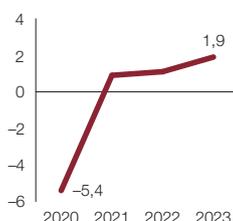
## Changement climatique et options de politiques publiques

Le Libéria, classé à la 101<sup>e</sup> place dans IRC, est confronté à des risques élevés liés au changement climatique, notamment par son exposition aux risques de cyclones, d'inondations et d'élévation du niveau de la mer, en raison de son emplacement dans une ceinture de forêt tropicale humide. Les projections sur le changement climatique indiquent une augmentation de 3 % de la moyenne annuelle des précipitations d'ici 2060 ; une hausse des températures annuelles de 2,6 °C d'ici 2060 et une élévation du niveau de la mer de 0,56 m d'ici 2100. Ces impacts entraîneraient une perte massive de biodiversité, un creusement des inégalités et une augmentation de l'insécurité alimentaire et de la faim. L'Agenda en faveur des pauvres pour la prospérité et le développement (2018–2023) — mis en place par le Libéria — intègre la croissance verte, l'adaptation environnementale et le changement climatique. La politique nationale et la stratégie de réponse au changement climatique de 2017 orientent la mise en œuvre des mesures d'atténuation. En 2014, les émissions de GES du Libéria étaient estimées à 3,5 Mt. En 2021, le Libéria a soumis ses nouvelles CDN mises à jour, démontrant ainsi son engagement à relever les défis du changement climatique. Une somme estimée à 490 millions USD serait nécessaire pour financer les activités et actions d'atténuation et d'adaptation du pays en 2021–2030. Le FVC a approuvé en 2021 un financement de 10 millions USD destiné au renforcement des systèmes d'information climatique afin d'améliorer la résilience de la population et des infrastructures au changement climatique. Le Libéria est en bonne voie pour atteindre l'ODD 13 relatif à l'action climatique.

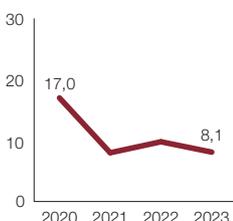
Taux de croissance du PIB réel (%)



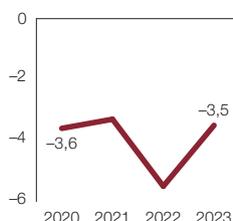
Taux de croissance du PIB réel par habitant (%)



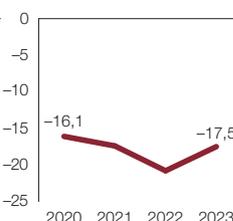
Inflation de l'IPC (%)



Solde budgétaire (% du PIB)



Compte courant (% du PIB)



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.